



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

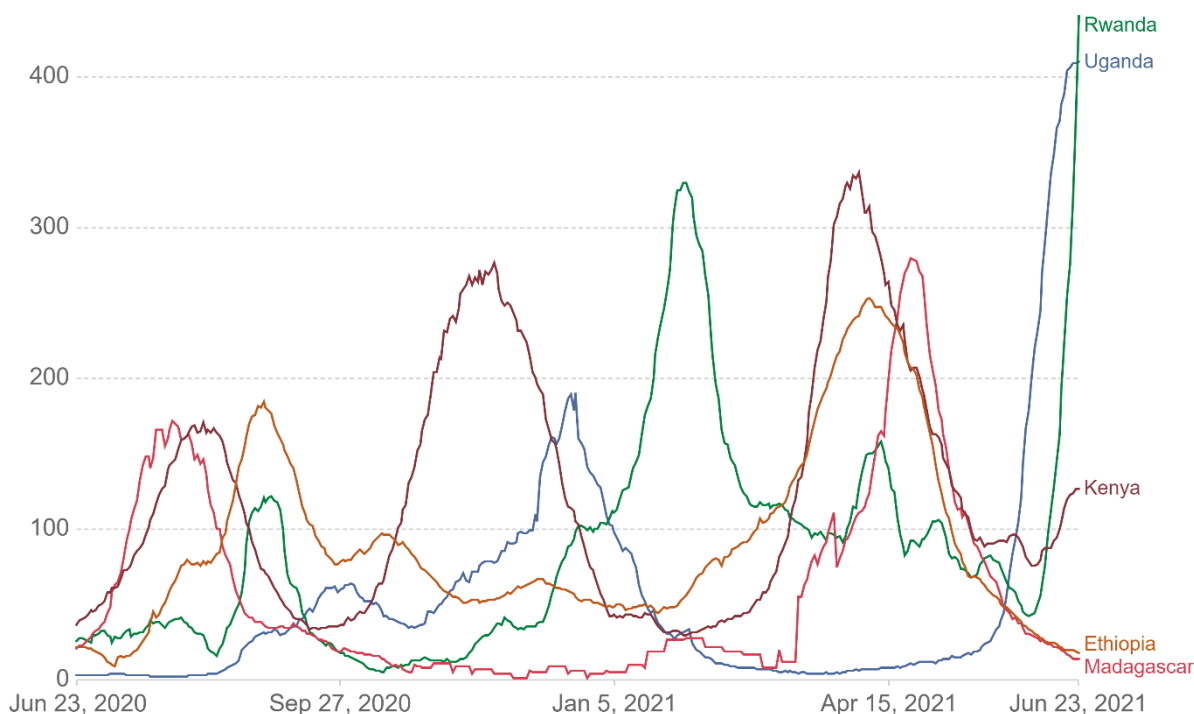
15 JUIN 2021

## Evolution de la situation sanitaire

### Biweekly confirmed COVID-19 cases per million people

Biweekly confirmed cases refer to the cumulative number of confirmed cases over the previous two weeks.

Our World  
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

Sur la quinzaine allant du 16 au 23 juin, le nombre de nouveaux cas a diminué en Ethiopie, passant de +1 203 la 15aine précédente à 901. Au Rwanda, la situation se détériore fortement, avec 4 085 nouveaux cas contre +1 627 durant la quinzaine précédente. En Ouganda et malgré une légère baisse (+8 629 contre +10 120), la situation reste préoccupante, 2 semaines après la mise en place de nouvelles mesures sanitaires.

## 🍷 Burundi

### Levée des sanctions européennes

Lundi 21 juin 2021, le Représentant de l'Union Européenne au Burundi, Claude Bochu, a annoncé la levée des sanctions européennes lors d'une audience accordée par le Président Ndayishimiye. En mars 2016, l'UE avait suspendu toute aide financière directe au gouvernement burundais tout en maintenant son soutien financier à la population et son aide humanitaire. En 2019, l'aide publique au développement versée par l'UE s'élevait à 111 MUSD, faisant d'elle le 2<sup>ème</sup> bailleur du Burundi après la Banque mondiale. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Evariste Ndayishimiye en mai 2020, les discussions avaient repris entre le Burundi et l'UE. Le 2 février 2021, les autorités s'étaient rencontrées à Bujumbura pour parler de la levée des sanctions budgétaires. D'autres organisations internationales renouent progressivement avec le Burundi, comme l'OIF qu'il a réintégré en novembre 2020 après 4 années de suspension. En outre, le pays a été retiré de l'ordre du jour du Conseil de Sécurité de l'Union Africaine et de l'ONU suite à l'amélioration de la situation politique dans le pays. Cependant, certaines ONG, comme *Human Right Watch*, continuent d'alerter sur les violations des droits humains et demandent à la communauté internationale de faire du rétablissement de certaines libertés une condition à la restauration des relations.

## 🍷 Comores

### Le processus de fixation d'un prix de la vanille est en cours

L'office national de la vanille a annoncé l'ouverture prochaine de la campagne pour la récolte de la vanille, qui doit commencer le 23 juin. Les négociations sont toujours en cours pour

ce qui concerne le prix de la vanille verte, qui devrait être fixé par un arrêté conjoint signé par le ministère de l'économie et des finances et de l'agriculture. La vanille représente 17 % des produits exportés, soit le 3<sup>ème</sup> poste d'exportation après l'ylang-ylang (30 %) et le girofle (35 %).

## 🍷 Djibouti

### Pas de brèves cette semaine

## 🍷 Erythrée

### Les avancées de l'entreprise minière Colluli Mining

Localisée sur la frontière éthio-érythréenne, l'entreprise minière *Colluli Mining Share Company* aurait le potentiel de devenir le premier producteur mondial de sulfate de potasse (utilisé pour la production d'engrais). Détenu à parts égales entre le groupe australien *Danakali Limited* et l'entreprise d'État - *Eritrean National Mining Company*, le projet représente un investissement total de 250 MUSD. Financé majoritairement par *l'African Financing Corporation* (150 MUSD) et *l'AfreximBank* (42 MUSD), le lancement serait prévu en 2022. Le secteur des mines constitue un des piliers de l'économie érythréenne (24 % du PIB) – la mise en service de la mine d'or-cuivre-zinc de Bisha en 2011 a permis une hausse importante des exportations (multiplication des exportations par 23 entre 2010 et 2011).

## 🍷 Ethiopie

### L'inflation à un niveau toujours élevé en mai

D'après l'agence des statistiques éthiopiennes, en mai 2021, l'indice général des prix a affiché

une baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à mai 2020, à 19,7 % après un pic de 20,6 % en g.a. en février-mars 2021. Néanmoins, l'inflation se poursuit à un niveau élevé, en raison principalement de la forte hausse des prix des produits alimentaires (+ 23,7 % par rapport à mai 2020) qui découle des augmentations du prix des céréales (+ 27,9 %), de l'huile alimentaire (+ 40 %) et de la viande (+ 20 %). L'augmentation des prix des produits non-alimentaires s'établit de son côté à 14,8 %. Les difficultés d'approvisionnement, la pénurie structurelle de devises, l'insuffisante production locale industrielle et agricole ainsi que le financement des déficits par de la création monétaire constituent les principales sources d'inflation.

### **Ethiopian Shipping & Logistics Services (ESLSE) répercute les effets de la pénurie mondiale de conteneurs sur ses prix**

Initialement fixé entre 1 à 2 kUSD, le prix du conteneur importé a été multiplié par 4 (soit entre 4,8 et 10 kUSD) en juin. Cette décision prise par ESLSE – monopole d'État du fret maritime – s'explique par le déséquilibre de l'industrie du transport maritime mondial où la demande est largement supérieure à l'offre depuis la reprise économique mondiale post 1<sup>ère</sup> vague de Covid. En effet, ESLSE, pour répondre à la demande interne, doit acheter des places pour des conteneurs aux armateurs étrangers. Suite à la reprise du fret maritime depuis 8 mois, la hausse du trafic a entraîné une augmentation du prix des conteneurs (entre x4 et x6 en particulier sur l'axe Chine – Afrique). Cette décision aura un impact considérable pour le pays enclavé qui devrait importer pour 13 Mds USD de marchandises en 2020/21.

## Kenya

### **Relance du programme *Last Mile Connectivity* de Kenya Power**

Kenya Power (KPLC) vient de se voir accorder 46,0 MUSD par le Trésor national kényan afin de couvrir partiellement ses dettes et relancer le *Last Mile Connectivity Program*. Ce programme, qui fait partie du Big 4 Agenda, vise à relier les ménages les plus pauvres au réseau national d'électricité subventionnée et ses résultats sont aujourd'hui insuffisants au regard des objectifs fixés. Si 463,0 MUSD ont déjà été accordé par les institutions financières de développement sur un besoin total de 719,8 MUSD, seulement 1,5 M de clients ont été reliés au réseau sur les 2,8 M prévus lors les trois dernières années, entraînant un report de 2022 à 2026 de l'objectif d'un accès universel à l'électricité. Cet effort traduit une préoccupation significative pour l'amélioration de la qualité du réseau électrique, qui bénéficie par ailleurs d'une allocation de 465,0 MUSD pour l'année fiscale 2021/2022, soit 67,1 % du budget accordé au secteur de l'énergie. Le secteur de l'énergie au Kenya est en pleine mutation et fait face à de nombreux défis nécessitant un investissement important comme l'accès à l'électricité pour tous, la réduction des pertes du réseau (valant actuellement 26,8 % de la capacité installée) ou encore la mise en place d'un nouveau système de contrats d'achat d'électricité principalement basé sur des enchères, et qui vise principalement le maintien de l'intégrité financière de KPLC.

### **L'UE s'adressera désormais directement au Kenya sur le projet d'accord commercial**

Le commissaire au commerce et vice président exécutif de l'UE, Valdis Dombrovskis, a annoncé que l'UE s'adresserait désormais directement au Kenya pour la signature du *Economic Partnership Agreement* (EPA) après le refus des autres pays



de la communauté d'Afrique de l'Est (CAE) de signer l'accord EPA. Celui-ci a tout de même précisé qu'une fois l'accord ratifié avec le Kenya, l'UE chercherait l'approbation des autres membres de la CAE. Pour mémoire, les négociations concernant l'EPA se sont terminées en 2014 mais l'accord n'est entré dans les cycles nationaux de ratification dans aucun pays de la CAE.

## Madagascar

### Le terminal à conteneurs du port de Tamatave met à niveau son système d'exploitation Navis

Le terminal à conteneurs du port de Tamatave a annoncé le 16 juin 2021 la mise à niveau de Navis, son système d'exploitation de terminal (TOS) opérant depuis 2013 vers sa dernière version dénommée Navis N4 3.8. Cette mise à niveau vise l'amélioration du contrôle des mouvements et du stockage de fret conteneurisé du port de Tamatave, qui concentre 76% du volume du commerce extérieur du pays en 2020. Exploité par le philippin *Madagascar International Container Terminal Limited* (MICTSL, filiale de ICTSI Group), le terminal fait partie des premiers terminaux du groupe à adopter ce TOS, développé par le groupe américain Accel-KKR.

## Maurice

### Inauguration de la phase 2A du projet de Métro Express

Le Premier ministre, Pravind Jugnauth, a inauguré le dimanche 20 juin la phase 2A du métro Express qui relie Quatre-Bornes à Port-Louis. Deux nouvelles stations seront ajoutées aux stations existantes. Un service de navette devrait être mis en place pour desservir les régions péri-urbaines. La réalisation des phases 1 et 2 a été attribuée à

l'entreprise indienne *Larsen & Toubro* et à *Systra India* pour la signalisation. La fourniture du matériel roulant est assurée par l'entreprise espagnole *Construccion y Auxiliare de Ferrocarrilles* (CAF).

## Ouganda

### Total signe un contrat de 1,9 Md USD pour la construction des infrastructures du projet Tilenga

Total a attribué, le 14 juin dernier, un contrat de 1,9 Md USD pour la construction de son projet pétrolier du lac Albert à un consortium présidé par des entreprises britanniques et chinoises. L'entreprise française a déclaré qu'elle avait signé des contrats pour l'ingénierie, les fournitures, l'approvisionnement, la construction et la mise en service des principales installations (EPSCC). Les entreprises qui ont remporté l'appel d'offre sont *CB&I UK Limited*, une filiale de *McDermott*, et la société chinoise *Sinopec International Petroleum Corporation*, pour l'EPSCC. L'accord comprend également des contrats avec *Schlumberger Oilfield Eastern Limited* et *Vallourec Oil and Gas France* pour de l'ingénierie de puits, et *ZPEB Uganda Co. Limited* pour un lot de plates-formes pétrolières. Ces entreprises se sont engagées à favoriser l'économie locale en employant du personnel ougandais et en utilisant des biens et services locaux. L'attribution des contrats du projet Tilenga relance le financement de l'oléoduc d'Afrique de l'Est (Eacop), dont certains investisseurs s'étaient retirés à la suite de polémiques environnementales.

### La défense, l'énergie et les transports, principaux bénéficiaires du budget 21/22

Le Président Museveni s'est adressé aux ougandais, le 10 juin dernier à Kampala, afin de présenter le Budget du gouvernement pour

l'année fiscale 2021/2022. Les secteurs de la défense, de l'énergie et des transports sont les grands gagnants de ce budget tandis que les programmes de relance budgétaire et le règlement des arriérés intérieurs n'ont reçu qu'une faible part du budget pour 2021/22. Le secteur des travaux et des transports s'est vu allouer près de 1,4 Md USD pour investir dans les infrastructures, dont 113,0 MUSD ont été essentiellement dédiés à la rénovation des routes du pays. Ces allocations ont pour objectif principal d'accélérer la construction du réseau routier dans la région Albertine afin de faciliter l'accès aux futurs champs pétroliers. Le ministère de la défense et de la sécurité a reçu de son côté 1,95 Md USD, destinés à financer les opérations militaires prévues au Soudan du Sud et dans l'est de la République Démocratique du Congo (RDC), où les rebelles des Forces démocratiques alliées sévissent toujours. Enfin, le secteur de l'énergie a reçu 310,9 MUSD pour le développement d'infrastructures, avec 175,8 MUSD prévus pour l'expansion des programmes d'électrification rurale.

## Rwanda

### Numérisation du système des ventes aux enchères pour lutter contre la corruption

Le ministère de la Justice et ses partenaires du secteur bancaire discutent de la manière de mettre pleinement en œuvre le système des enchères numériques, remplaçant la plate-forme traditionnelle qui oblige les soumissionnaires à se rassembler physiquement sur les lieux où se trouve le bien en garantie. Le système des enchères numériques a été lancé en août 2020 pour améliorer la transparence entre les financiers et les huissiers de justice, et les ventes aux enchères ont depuis lors été suspendues. Suite à une consultation des PDG des banques, le ministre de la Justice a estimé que les ventes aux enchères de biens immobiliers sont souvent des

affaires déformées et politisées, mais que les réformes en cours vont pousser au plus haut niveau de transparence et d'objectivité. Il a estimé que le système des enchères numériques constitue une affaire gagnant-gagnant car il va éliminer des obstacles à la mise aux enchères concurrentielle, un formalisme juridique excessif, une surveillance technique judiciaire inutile et des retards injustifiés. En plus, le nouveau système garantit que les banques vendent aux enchères les propriétés lorsque les propriétaires ne paient pas, avec l'autorisation du registraire général de RDB sans recourir aux tribunaux, tandis que les enchérisseurs peuvent consulter la propriété en ligne et faire leur offre.

## Seychelles

### Négociation en cours pour un accompagnement de la Banque mondiale

Le directeur exécutif pour l'Afrique de la Banque mondiale a rencontré le Président de la République des Seychelles pour évoquer les pistes d'accompagnement possibles. Les Seychelles ont entamé en parallèle des négociations avec le Fonds monétaire international (FMI). L'État insulaire a besoin de diversifier de toute urgence son économie après la crise du tourisme due à la pandémie de COVID-19. Les options sectorielles considérées pour la diversification économique comprennent les secteurs du numérique, de l'agriculture et de la transformation des produits de la pêche.

### Signature de deux accords relatif au recyclage des déchets

L'ambassadeur de France aux Seychelles et le secrétaire général des Seychelles pour l'économie bleue, Kenneth Racombo ont signé des conventions de financement (26 000 EUR) s'inscrivant dans le cadre du Fonds de

développement de solidarité pour les projets innovants (FSPI). Ces projets permettront d'identifier des solutions de recyclage pour les déchets issus de la mer et de mener des actions de sensibilisation pour la préservation des littoraux. Ces projets s'inscrivent en cohérence avec les priorités de la présidence française de l'Océan Indien.

## ❖ Somalie

### Signature d'un accord commercial sur les exportations de khat et de poisson avec l'Éthiopie

Malgré la récente normalisation des relations avec le Kenya, la Somalie n'a pas levé les restrictions sur les importations de khat kényan et s'est tournée vers l'Éthiopie pour répondre à sa demande locale. Dimanche dernier, le ministre de la Pêche et des Ressources marines somalien et l'ambassadeur éthiopien en Somalie ont signé un accord de coopération commerciale qui permet, pour la première fois, l'exportation de poisson somalien en Éthiopie, en échange de khat. 5 000 tonnes de poissons somaliens ont déjà été exportés vers l'Éthiopie pour lancer le processus. Depuis 2018, le Premier Ministre Abiy Ahmed a ravivé la relation bilatérale avec son voisin. Sur le plan militaire, l'Éthiopie est un partenaire sécuritaire majeur pour la Somalie : 4 000 soldats éthiopiens sont engagés au Jubaland et en Somalie du Sud-Ouest pour des opérations de maintien de la paix dans le cadre de la Mission de l'Union Africaine en Somalie. Avec la signature de cet accord commercial sur le khat et le poisson, les deux pays espèrent davantage renforcer leurs échanges.

## Soudan



### Unification des taux de change

Conformément à ses engagements vis-à-vis du programme FMI, le ministère des Finances vient d'aligner sur le taux de change officiel, le taux de change du dollar américain utilisé pour calculer les montants de droits de douanes perçus sur les importations. Il s'agissait de la dernière étape d'unification des taux de change. Le taux de change du « dollar douanier » passe ainsi de 20 à 438 SDG, qui est le cours officiel actuel. Pour atténuer l'impact de cette décision et éviter les effets inflationnistes, le ministère des Finances a indiqué avoir annulé les droits de douane sur les matières premières et les intrants agricoles et industriels ainsi que les « frais additionnels » (telle la taxe sur les bénéfices perçus d'avance sur certains produits) sur toutes les importations, sauf les voitures. Cette mesure intervient alors que l'inflation pour le mois de mai a atteint 379% en glissement annuel.

## ❖ Soudan du Sud

### 116 MUSD de la Banque Mondiale pour des projets alimentaires

La Banque mondiale a fait don de 116 MUSD au Soudan du Sud pour financer deux nouveaux projets visant à renforcer la capacité de résilience des agriculteurs et à rétablir les moyens de subsistance des ménages. Le premier projet, Projet de moyens de subsistance agricoles résilients au Soudan du Sud, prévoit une subvention de 62,5 MUSD pour soutenir les investissements dans la formation des agriculteurs. Le but est de les aider à gérer efficacement leurs organisations, à adopter de nouvelles technologies et à utiliser des pratiques agricoles adaptées à l'instabilité climatique. Le second projet, « réponse d'urgence à l'invasion des criquets », consiste en une subvention de



53,7 MUSD dédiée à aider les sud-soudanais à se préparer à une éventuelle invasion de criquets pèlerins. Le projet prévoit notamment de réhabiliter les moyens de subsistance des plus pauvres et de renforcer les systèmes de préparation des agriculteurs. La Banque mondiale a déclaré que le projet assurera un revenu direct aux ménages les plus vulnérables pour leur permettre de produire davantage de nourriture pour eux-mêmes et pour les marchés locaux.

## Tanzanie

### Prêt concessionnel du FMI de 571 MUSD en cours de négociation pour lutter contre les conséquences de la crise sanitaire

Le ministre tanzanien des Finances et de la Planification, Mwigulu Nchemba, a annoncé le 17 juin dernier que le gouvernement tanzanien avait déposé une demande de crédit au FMI d'un montant de 571 MUSD, pour l'aider à lutter contre les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire. L'aide financière serait issue du fonds Facilité de Crédit Rapide (FCR) du FMI mais serait conditionnée à une transparence totale sur les données relatives à la circulation du coronavirus en Tanzanie. Pour rappel, la Tanzanie a cessé de déclarer les cas et les décès liés au Covid-19 depuis mai 2020. De plus, l'OMS a annoncé le 17 juin que la Tanzanie avait enclenché les procédures pour rejoindre le dispositif COVAX.

### 9,4 MUSD de dividendes versés par la NMB Bank au Trésor Public tanzanien au titre de l'année 2020, en hausse de 43 % par rapport à 2019

Le 4 juin 2021, les actionnaires de la NMB Bank ont approuvé le versement d'un dividende total de 29,5 MUSD, dont 10,3 MUSD pour le fonds d'investissement Arise B.V., actionnaire

majoritaire détenant 34,9 % des parts de la banque et 9,4 MUSD pour le gouvernement tanzanien, détenant 31,8 % des parts. Philip Mpango, le vice-président de la Tanzanie, a reçu à Dodoma le 18 juin, le chèque de la part de la directrice générale de la banque, Ruth Zaipuna. Le montant des dividendes versées témoigne des bonnes performances financières de la banque, qui a généré un bénéfice record de 88,8 MUSD en 2020, en hausse de 45 % sur l'année. Au total, la banque a versé plus de 67 MUSD au gouvernement sur les 15 dernières années.

### Les exportations tanzaniennes vers l'Ouganda en hausse de 25 % en avril 2021

Selon le rapport mensuel de la Bank of Uganda, les importations de biens en provenance de la Tanzanie ont été évaluées à 125 MUSD en avril 2021, contre 92,9 MUSD en mars, enregistrant ainsi une hausse de 25 %. Selon le directeur de l'institution, Dr Adam Mugume, cette hausse des importations s'explique par la hausse des importations d'or. En 2020, les exportations tanzaniennes vers l'Ouganda étaient composées de minerais précieux à 79,5 %, de céréales à 10,7 % et de légumes à 1,7 %.

## CONTACTS

### Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

[suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

### Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI

[Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

### Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

### Rwanda

Ambassade de France au Rwanda :

<https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA

[lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr](mailto:lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)